



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Interministérielle
de la Mer
Maritime

me,
Risques et
durable
n des Risques

ARRÊTÉ n° 2010 - 218

prescrivant la révision partielle du plan de prévention des risques naturels de Saintes et Les Gonds (ex plan d'exposition aux risques) inondations et mouvements de terrain, approuvé par arrêté préfectoral en date du 18 juin 1990, en ce qui concerne le risque mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Saintes.

Le Préfet du département de la Charente-Maritime
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-9, relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu le code de l'Environnement et notamment les articles L.125-2 à L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information préventive,

Vu le code de l'Environnement et notamment les articles L.561-3 et L.561-5 et R.561-6 à R.561-17 relatifs au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM),

Vu le code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'arrêté du 12 janvier 2005 relatifs aux subventions accordées au titre du financement par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs de mesures de prévention des risques naturels majeurs,

Considérant la nécessité d'actualiser le plan de prévention des risques naturels (ex plan d'exposition aux risques) inondations et mouvements de terrain, approuvé par arrêté préfectoral en date du 18 juin 1990 sur les communes de Saintes et les Gonds

pour la partie du territoire correspondant à la commune de Saintes, et au regard du risque mouvements de terrain, compte-tenu :

- de l'évolution des textes et des orientations en matière de prévention des risques naturels,
- d'une meilleure connaissance du phénomène de mouvements de terrain susceptibles de se produire,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1 : la révision partielle du plan de prévention des risques naturels (ex plan d'exposition aux risques) inondations et mouvements de terrain, approuvé par arrêté préfectoral en date du 18 juin 1990 sur les communes de Saintes et les Gonds pour la partie du territoire correspondant à la commune de Saintes, et au regard des risques :

- mouvements de terrain liés à la présence de cavités souterraines anthropiques,
- mouvements de terrain liés à la présence de falaises,
- glissements de terrain.

Article 2 : le périmètre mis à l'étude correspond à celui défini sur les cartes annexées au présent arrêté.

Article 3 : la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime est désignée en qualité de service déconcentré de l'État chargé d'instruire le projet, d'organiser la concertation avec la population et d'assurer les consultations nécessaires.

Article 4: les modalités de la concertation à assurer auprès de la population consistent en :

- l'organisation de réunion(s) publique(s) associant la population de la ville de Saintes,
- l'exposition dans les locaux de la mairie de Saintes de panneaux illustrant les phases de l'étude avec mise à disposition d'un cahier à idées,
- l'élaboration de flash(s) d'information sur la démarche de l'étude, dont la diffusion sera assurée par les services de la mairie de Saintes.

Article 5 : le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Charente-Maritime, soit d'un recours hiérarchique adressé au ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent soit directement en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 6; soit à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de

l'administration ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Article 6 : le présent arrêté sera :

- notifié au maire de la commune de Saintes qui assurera son affichage pendant un mois dans sa mairie,
- notifié au président de la communauté de communes du Pays Santon qui assurera son affichage pendant un mois au siège de son établissement,
- notifié au président du syndicat mixte de Saintonge Romane qui assurera son affichage pendant un mois au siège de son établissement,
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans le journal Sud-Ouest.

Article 7 :

- le Secrétaire Général de la préfecture
- le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saintes,
- le Maire de la ville de Saintes,
- le président de la communauté de communes du Pays Santon,
- le président du syndicat mixte de Saintonge Romane,
- le Directeur départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 12 AVR. 2010
Le Préfet

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES